

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

**L'Indépendance
du Ghana**

p. 3

LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

N° 59. — 2 QUINZ. — MARS 1957

BI-MENSUEL : 30 fr.

LA SOLUTION EST DANS LA MOBILISATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE

C'est dans une conjoncture de difficultés accrues que le gouvernement aborde le débat de politique générale à l'Assemblée nationale. Qu'advient-il?

La classe ouvrière, à juste titre, n'est pas satisfaite de la politique de Guy Mollet qui a oublié ses belles promesses électorales. L'attitude de la bourgeoisie est plus complexe. Dans l'ensemble, elle est satisfaite du gouvernement qui a fait sa politique. Cependant depuis la fin de l'année dernière le centre droit et la droite ont commencé à formuler d'autres exigences. Barrachin, au cours du présent débat, réclame la révision de la Constitution dans le sens d'un Etat fort en faisant appel à la sagesse du Président du Conseil contre les militants de son parti. Paul Reynaud attaque vigoureusement Ramadier. Les journaux patronaux, comme les Echos, reprochent au ministre des Finances de freiner l'expansion économique.

Le moment est-il venu de renverser Guy Mollet après l'avoir utilisé?

C'est une question qui est, à coup sûr, posée dans les cercles de la grande bourgeoisie.

Il semble que, malgré les tentatives de toutes sortes, le grand Capital ait décidé d'accorder un sursis au gouvernement. Il a encore besoin de lui. Le MRP pour la ratification des traités « européens », les modérés, les radicaux, les indépendants, les ex-RPF pour que Guy Mollet endosse la responsabilité de graves difficultés financières, de mesures impopulaires comme le blocage des salaires et la réduction du crédit pour les appareils d'usage ménager. Tous comptent sur le secrétaire général de la SFIO pour convaincre les travailleurs que leurs revendications ne sont pas raisonnables. Enfin, la guerre d'Algérie domine toute la situation. La bourgeoisie commence à penser qu'il faut sortir de ce guêpier. Mais l'accord n'est pas fait sur les solutions à adopter, sur une politique de rechange à suivre, pour l'application de laquelle, de toute façon, l'« Union nationale est souhaitable ».

De l'autre côté de la barrière, dans la SFIO, dans le PCF, dans la classe ouvrière, que se passe-t-il?

Les oppositions dans le PS n'aboutissent pas. Le PCF, par son sectarisme et son opportunisme, contribue considérablement à rendre impuissante l'opposition socialiste face à l'appareil de la social-démocratie, à isoler, par son chauvinisme et sa politique algérienne des « liens historiques » l'avant-garde, seule capable d'entraîner les masses, par conséquent à démobiliser la classe

R. MERLIN.

(Suite à la dernière page)

Philosophes et Policiers

A Budapest, le philosophe Revai, complice de Rakosi-Geroe, reproche à Kadar de ne pas aller assez loin et assez fort dans la répression contre Nagy et cette opposition communiste hongroise qui chercha sans audace d'ailleurs, à prendre la direction du soulèvement populaire contre l'odieux régime policier copié sur celui de Staline et présenté sous le nom de socialisme.

A Berlin-Est, le philosophe Harich, il y a encore peu de temps, étoile montante dans l'intelligenzia de la République démocratique allemande, est condamné à dix ans de travaux forcés pour « trahison ». (Nous publions par ailleurs le dernier document écrit par lui, peu avant son arrestation et sa condamnation).

Dans la crise qui sévit dans le monde jadis soumis à l'autorité de Staline, deux philosophes se trouvent sur des positions opposées, dans des circonstances qui montrent de façon lumineuse le fond du conflit: l'un des philosophes fait appel au flic pour venir à son secours contre l'ouvrier; l'autre philosophe se tourne vers l'ouvrier... et le flic l'enferme.

Les policiers sont à l'œuvre à Budapest et à Berlin-Est, bien qu'il n'y ait plus de culte de la personnalité, que le XX^e Congrès ait dénoncé les infractions à la légalité socialiste, etc... Alors, diront cer-

tains, nous avons raison de penser que rien n'avait changé. Non, beaucoup de choses ont changé, mais beaucoup plus doit encore changer. Quoi donc?

Ce n'est pas l'aberration d'un Staline — vilipendé au XX^e Congrès, défendu aujourd'hui par Krouchtchev — qui a valu à l'URSS et au mouvement ouvrier trente années d'abus, de répression anti-ouvrière et contre-révolutionnaire, un régime de terreur générale dans des Etats ouvriers. Staline mort, ses successeurs ont fait des promesses, pris quelques mesures de « libéralisation »; mais les voici qui reviennent à la répression. Ils ont beaucoup plus confiance dans les policiers que dans les philosophes; avec des policiers, on trouve même des Revai pour remplir les fonctions de « philosophe ». Ils se tournent vers la police, car il ne s'agit pas de querelles idéologiques, de divergences d'interprétation, de déviations théoriques: il s'agit d'un différend entre couches sociales dans l'Etat ouvrier. La bureaucratie soviétique dirigeante, devenue omnipotente il y a trente ans par suite de circonstances exceptionnelles, appuyée par des bureaucraties satellites, défend ses positions dirigeantes, ses privilèges, contre les travailleurs qui se sen-

Pierre FRANK.

(Suite page 12.)